



La lettre d'AFRISTAT

OBSERVATOIRE ÉCONOMIQUE ET STATISTIQUE D'AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Sommaire

ÉDITORIAL

1

ÉTAT DES LIEUX DES INITIATIVES
EN MATIÈRE DE STATISTIQUES
AGRICOLAS EN AFRIQUE

2

NOUVELLES D'AFRISTAT

4

ACTIVITÉS
DE LA DIRECTION GÉNÉRALE

5

AUTRES ACTIVITÉS D'AFRISTAT

6

ACTIVITÉS INTERNATIONALES

7

ÉCHOS DES INSTITUTS
NATIONAUX DE STATISTIQUE

8

ÉCHANGE DES BONNES PRATIQUES

11

RÉUNIONS, ATELIERS
ET SÉMINAIRES

12



AFRISTAT

BP E 1600

Bamako, Mali

Téléphone

(223) 20 21 55 00

20 21 55 80/20 21 60 71

Fax (223) 20 21 11 40

afristat@afristat.org

www.afristat.org

Éditorial



Le premier trimestre de l'année 2015 a été marqué par la préparation et l'organisation des réunions statutaires d'AFRISTAT du premier semestre. Il a également été l'occasion de développer un nouveau partenariat et de renforcer ceux qui existaient déjà. Enfin, l'appui technique aux États membres s'est poursuivi dans la limite des financements disponibles pour réaliser les missions d'assistance technique sollicitées.

La 31^e réunion du Comité de direction et la 25^e session du Conseil des Ministres d'AFRISTAT se sont déroulées à Bamako respectivement sur la période du 3 au 4 avril et le 9 avril 2015. À l'issue de ces réunions, le Conseil des Ministres a (i) reconduit M. Cosme Vodounou comme Directeur Général d'AFRISTAT pour la période 2016-2019 ; (ii) réitéré son invitation à la Direction générale de poursuivre les réflexions sur les mécanismes pérennes de financement du Fonds de capitalisation d'AFRISTAT ; (iii) et invité AFRISTAT à communiquer davantage sur l'impact de son action sur le développement des systèmes statistiques de ses États membres.

Les activités d'AFRISTAT en matière de partenariat sont marquées par :

- l'appui au Burundi, à Djibouti et au Centre Statistique de la Commission de l'UEMOA pour l'élaboration de projet d'appui statistique avec le concours financier de l'Union européenne, de la Banque africaine de développement et de la Commission de l'UEMOA. Des informations complémentaires ont été fournies par AFRISTAT à la Commission de la CEMAC dans le but de faciliter le déblocage des financements attendus pour la mise en œuvre effective du projet IHPC-CEMAC ;
- la signature d'un protocole d'accord avec l'équipe de projet Mobistat en vue de concevoir et d'élaborer un outil sur tablettes et smartphones de remontée automatique d'informations statistiques du terrain ;
- le renforcement des collaborations existantes qui est matérialisé par :
 - (i) l'élaboration des programmes de collaboration et le suivi des activités pour 2015 avec PARIS21, Statistique Canada et l'Insee,
 - (ii) la finalisation des guides de suivi-évaluation des politiques de développement élaborés conjointement avec le Pôle « Stratégies de développement et finances publiques » du PNUD Dakar,
 - (iii) le démarrage effectif des missions d'assistance de court terme programmées dans le cadre de la collaboration avec le Cabinet AGRER sur le projet d'appui au système de planification et de statistique de la République de Côte d'Ivoire et
 - (iv) l'harmonisation des interventions dans les pays avec PARIS21, Afritac Centre et le Bureau sous-régional de la CEA pour l'Afrique de l'Ouest grâce à la participation croisée aux réunions statutaires.

Au cours de ce trimestre, de nombreuses missions d'appui technique dans les États membres ont été organisées sur les thèmes traditionnels et également dans le domaine de l'assurance qualité. Dans le cadre de la mobilisation des ressources et la diversification de partenariats, la Direction générale poursuivra la sensibilisation des États membres et le suivi des contacts avec les partenaires techniques et financiers. Elle portera aussi une attention particulière à la réalisation des activités d'intérêts avérés pour les États membres et ce, conjointement avec d'autres partenaires.

Cosme VODOUNOU, Ph. D.
Directeur Général d'AFRISTAT

État des lieux des initiatives en matière de statistiques agricoles en Afrique

Franck Cachia, expert en statistiques agricoles et environnementales

L'agriculture est un secteur majeur pour la plupart des économies africaines et représente la principale source de subsistance pour une grande partie des ménages du continent. Néanmoins, ce secteur n'a pas pleinement bénéficié des programmes de renforcement des capacités en matière de statistiques, contrairement par exemple aux statistiques économiques qui ont pendant longtemps constitué la priorité des actions d'assistance technique. Cette situation n'est pas étrangère à la dégradation significative de la disponibilité et de la qualité des statistiques agricoles en Afrique au cours des dernières décennies. Depuis quelques années, les principaux acteurs du secteur ont cependant pris conscience de l'importance stratégique de disposer d'une base d'informations fiables, actualisée et harmonisée pour la prise de décision. La crise alimentaire de 2007-2008 puis les épisodes de forte hausse et de volatilité élevée des prix des aliments en 2011 ont renforcé cette prise de conscience. La mise en place de systèmes d'alerte précoce en matière de sécurité alimentaire mais aussi l'évaluation des politiques agricoles reposent sur l'existence d'informations statistiques fiables et régulièrement mises à jour. La nécessité de disposer de statistiques agricoles de qualité est également renforcée par la multiplication des initiatives visant à développer le secteur agricole, au premier rang desquelles le Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture Africaine (PDDAA).

L'objectif de cet article est de présenter les principales initiatives supranationales visant à améliorer la disponibilité et la qualité des statistiques agricoles dans les pays africains. Il traitera également du degré d'intégration de ces différentes initiatives et de leur coordination avec les différents programmes de développement de l'agriculture africaine.

Les programmes d'assistance technique de la FAO

Les pays africains bénéficient traditionnellement du soutien de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) pour la conception et l'exécution de leurs activités en matière de statistiques agricoles. Cet appui concerne d'abord les recensements et les enquêtes agricoles, notamment au travers de la mise en œuvre du Programme du recensement mondial de l'agriculture (WCA). Cet accompagnement s'est plus récemment étendu aux domaines des nouvelles techniques et technologies de collecte, d'analyse et de diffusion de l'information statistique, notamment avec l'introduction dans plusieurs pays africains de CountrySTAT, une plateforme en ligne de diffusion des statistiques agricoles. Ces deux activités sont présentées ci-dessous.

Le Programme du recensement mondial de l'agriculture est une des principales initiatives de la FAO en matière de renforcement des capacités en statistiques agricoles. Mis en œuvre dès 1950, ce programme aide les pays à mener à bien leur recensement agricole au moins une fois tous les dix ans en utilisant des concepts, définitions et méthodologies conformes aux normes internationales, regroupées dans un manuel méthodologique. Ce manuel, mis à jour environ tous les dix ans en référence à la fréquence recommandée pour la réalisation de recensements agricoles, constitue le support méthodologique des actions d'assistance technique de la FAO dans ce domaine. La phase actuelle du programme, le WCA 2010, couvre la période 2006-2015 et préconise une approche modulaire de la planification des recensements et des enquêtes, avec un module central fondé sur un inventaire complet pour un ensemble limité de variables clés et des modules complémentaires sur des thématiques spécifiques réalisés par sondage. Les pays africains ont particulièrement bénéficié de cette initiative, compte tenu de l'importance du secteur agricole pour ces économies et de leur retard en matière d'infrastructure statistique. Les pays membres d'AFRISTAT bénéficient ou ont bénéficié dans leur grande majorité de l'appui de la FAO dans la conduite de leurs recensements agricoles. Actuellement, le Mali et le Cameroun comptent par exemple sur le soutien de la FAO dans le cadre d'une assistance préparatoire au recensement général de l'agriculture et de l'élevage. Aux côtés de la FAO, AFRISTAT soutient ses États Membres pour la réalisation de leurs enquêtes et recensements agricoles en apportant son expertise technique et sa connaissance de la sous-région.

CountrySTAT est une plateforme de diffusion de statistiques agricoles permettant aux pays de publier eux-mêmes leurs données en respectant un format et une structure commune, notamment pour les métadonnées. Dans le cadre des projets nationaux et régionaux de CountrySTAT, la FAO noue des partenariats avec les Instituts Nationaux de Statistiques (INS) et les ministères en charge de l'agriculture afin de favoriser l'adoption de ce système. Les gouvernements nationaux contribuent largement à assurer sa mise en œuvre et sa maintenance, s'appropriant ainsi un outil que certains utilisent comme leur principale plateforme de dissémination. Le développement de CountrySTAT s'est d'abord réalisé en Afrique, où se situent 37 des 57 pays participants (au mois de janvier 2015). Cette plateforme, conçue à l'origine pour être déployée au niveau national, s'étend maintenant à l'échelon régional avec le lancement en janvier 2015 de la plateforme régionale UEMOASTAT. Le défi de CountrySTAT est maintenant de mener à bien l'intégration complète avec FAOSTAT, le système d'information international sur les statistiques agricoles. Parmi les retombées positives de CountrySTAT figure l'identification de thématiques spécifiques en matière de renforcement des capacités, sur le plan technique (enquêtes et recensements notamment) comme sur le plan des outils de collecte et de diffusion des données.

La Stratégie globale pour l'amélioration des statistiques agricoles et rurales

La Stratégie globale pour l'amélioration des statistiques agricoles et rurales (GSARS, en anglais) est née en 2011 comme une réponse au manque de capacités des pays en développement à mettre en place des systèmes d'information durables sur l'agriculture et l'alimentation capables de produire des données statistiques fiables. Les trois principaux objectifs de la Stratégie globale sont les suivants : produire un ensemble minimum de données de base ; mieux intégrer la statistique agricole au sein des systèmes nationaux de statistique ; et améliorer la gouvernance et renforcer les capacités statistiques. Au niveau mondial, la Stratégie globale est coordonnée par la Division de la Statistique de la FAO. Son rôle principal est de fournir des indications stratégiques d'ensemble ainsi que de développer de nouvelles méthodologies statistiques d'un bon rapport coût qualité, des manuels et matériels de formation pouvant soutenir la mise en œuvre du programme aux niveaux régional et national. Les activités au

niveau régional sont conduites par les partenaires régionaux, qui fournissent de l'assistance technique aux pays et coopèrent avec les partenaires aux niveaux sous-régionaux et nationaux. La Stratégie globale est mise en œuvre à travers son plan d'action global, qui définit les activités d'assistance technique, de formation et de recherche ainsi que les mécanismes de gouvernance. En se basant sur le plan d'action global, chaque région développe son propre plan d'action en l'adaptant à ses particularités.

Un plan d'action pour l'Afrique pour améliorer les statistiques sur la sécurité alimentaire, l'agriculture durable et le développement rural a été rédigé par plusieurs institutions internationales et régionales telles que la FAO, la Banque africaine de développement (BAD), l'Union africaine et la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA). Ce plan d'action, initialement prévu pour la période 2011-2015, est en cours de déploiement par la BAD qui est responsable de sa mise en œuvre. Ses principaux objectifs sont de réaliser une évaluation approfondie des besoins des pays et de mettre en place un programme d'assistance technique, de formation et de recherche. L'atelier qui s'est tenu fin janvier 2015 en Tunisie sur la mise en œuvre du plan d'action pour l'Afrique a permis d'identifier et de s'accorder sur les besoins prioritaires d'assistance technique. Parmi eux figure l'assistance à l'établissement de plans stratégiques pour les statistiques agricoles et rurales (PSSAR), dont la vocation est de s'intégrer aux stratégies nationales de développement des statistiques, là où elles existent.

L'assistance à la conception et à la réalisation d'enquêtes et recensements agricoles, notamment sur le plan des outils méthodologiques et techniques, fait également partie des priorités mises en avant par les pays africains. Enfin, le développement de statistiques sur les coûts de production agricole est également une des thématiques prioritaires pour les pays africains. AFRISTAT est amené à prendre toute sa place dans la mise en œuvre de ce plan d'action. Lors de sa dernière session qui s'est tenue au Maroc en novembre 2013, la Commission des statistiques agricoles pour l'Afrique (AFCAS, voir section 4) a en effet encouragé « une utilisation maximum des institutions sous régionales dans la mise en œuvre du plan d'action régional de la Stratégie mondiale, conformément à leur capacité respective et disponibilité des financements », en faisant spécifiquement référence à AFRISTAT (Recommandations n° 12 et 13).

La Stratégie pour l'harmonisation des statistiques en Afrique

L'objectif principal de la Stratégie pour l'harmonisation des statistiques en Afrique (SHaSA) est de permettre au système statistique africain de générer des informations statistiques en temps utile, fiables et harmonisées, couvrant tous les aspects de l'intégration politique, économique, sociale et culturelle en Afrique. La SHaSA vise à contribuer à la réalisation du programme d'intégration continentale qui représente une préoccupation majeure des chefs d'État et de Gouvernement africains. Cette stratégie, adoptée en juillet 2010, est le fruit d'efforts collectifs de la part des trois organisations continentales (Commission de l'Union africaine, Commission économique des Nations unies pour l'Afrique et la Banque africaine de développement) et des états membres de l'Union africaine pour répondre à cette exigence. Les statistiques agricoles font naturellement partie des thèmes stratégiques de la SHaSA, avec notamment un accent sur les recensements agricoles et les enquêtes annuelles sur l'agriculture. Le groupe technique sur l'agriculture, l'environnement et les ressources naturelles mis en place dans le cadre de la SHaSA est amené à jouer un rôle essentiel dans la mise en œuvre du Plan d'action pour l'Afrique de la Stratégie globale.

Ces différents projets et stratégies de renforcement des capacités en statistiques agricoles se déploient dans un contexte de multiplication des initiatives visant à développer le secteur agricole africain. C'est le cas du Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture Africaine, dont il est question dans la section suivante, et qui bénéficie d'une intégration croissante avec les projets d'assistance technique en statistiques agricoles.

Le Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture Africaine

Le Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture Africaine (PDDAA ou CAADP en anglais) est une initiative panafricaine dont l'objectif est de promouvoir un ensemble de principes et de stratégies afin d'aider les pays à évaluer leurs situations en matière de développement agricole et à identifier les opportunités d'investissement les plus profitables. Cette initiative est née de la Déclaration de Maputo de 2003 sur l'agriculture et la sécurité alimentaire, qui a abouti à l'engagement des chefs d'États africains d'allouer 10 % du budget national à l'agriculture à l'horizon 2008. Le PDDAA sert aussi de plateforme d'échange aux différentes parties prenantes du secteur agricole, favorisant ainsi une prise de décision collective fondée sur des objectifs partagés et des données objectives. Les pays mettent en œuvre le PDDAA au moyen de la signature d'accords entre les différentes parties prenantes et sont incités à incorporer les objectifs du PDDAA dans leurs stratégies agricoles et de développement rural.

La Déclaration de Malabo de juin 2014 va au-delà de celle de Maputo, avec l'engagement des pays africains de favoriser l'investissement et le commerce international dans le secteur agricole et en se donnant des objectifs ambitieux en matière de réduction de la faim et de la pauvreté en Afrique à l'horizon 2025. La Déclaration de Malabo réaffirme également le soutien de l'Union Africaine au PDDAA en tant que cadre stratégique visant à favoriser, faciliter et coordonner la mise en œuvre et l'évaluation

des programmes de développement agricole. Parmi les engagements de Malabo figure la nécessité de renforcer les capacités institutionnelles nationales et régionales pour la génération de connaissance et de données permettant une prise de décision basée sur des informations objectives. Cet engagement souligne la nécessité de coordonner les différents projets de renforcement des capacités statistiques avec les politiques de développement agricoles et les PDDAA nationaux. Cette question a d'ailleurs fait l'objet de la première session conjointe du Comité des directeurs généraux des bureaux nationaux de statistique (CoDGs) et de la Commission statistique pour l'Afrique (StatCom-Afrique), qui s'est tenue à Tunis en décembre 2014 sur le thème du renforcement de la production des statistiques agricoles en Afrique pour un meilleur suivi et évaluation du PDDAA. Afin que cette coordination soit effective, il a été recommandé que les principales institutions internationales et régionales compétentes renforcent leur collaboration dans le domaine des statistiques agricoles. Les INS sont par ailleurs incités à utiliser le cadre de résultats du PDDAA pour mesurer les progrès vers la réalisation des objectifs de la Déclaration de Malabo.

La gouvernance en matière de statistiques agricoles en Afrique

Il existe donc une variété de dispositifs d'assistance technique en matière de statistiques agricoles. Cet article s'est concentré sur les plus importants, en particulier ceux qui disposent d'une portée régionale ou internationale. Il existe cependant un nombre important de projets de coopération bilatérale portés par des États ou des institutions telles que l'Union Européenne. Les dispositifs de soutien à la conception et à la mise en œuvre des stratégies nationales de développement des statistiques ont généralement un volet agriculture. Il est nécessaire que celui-ci s'articule avec les recommandations émanant de la Stratégie globale et des instances de gouvernance des statistiques agricoles en Afrique. Celles-ci ont un rôle majeur étant donné d'une part la multiplicité des initiatives dans le domaine des statistiques agricoles ou dans celui plus large des politiques agricoles et d'autre part la complexité et le manque d'expérience des pays africains dans la mise en œuvre de certains programmes statistiques.

La Commission des statistiques agricoles pour l'Afrique (AFCAS, en anglais) est le seul organe de gouvernance au niveau du continent africain s'occupant exclusivement de statistiques agricoles. Cette Commission est organisée et présidée tous les deux ans par la Division des statistiques de la FAO, qui convie les principales parties prenantes au niveau national, les INS et ministères en charge de l'agriculture, ainsi que les principaux partenaires régionaux. Cette Commission examine la situation des statistiques agricoles et alimentaires en Afrique dans le but d'identifier et de partager les bonnes pratiques dans la région. La Commission conseille également les États Membres sur le développement de leurs systèmes de statistiques agricoles dans le cadre du programme de travail de la FAO pour l'Afrique. Ces réunions servent enfin à présenter les principales avancées en matière de renforcement des capacités, en l'occurrence la mise en œuvre du plan d'action pour l'Afrique de la Stratégie globale, et à discuter de l'exécution dans les pays des plans stratégiques pour les statistiques agricoles et rurales et de leur coordination avec les politiques agricoles. AFRISTAT assiste régulièrement à ces réunions afin de partager son expérience en matière d'assistance aux pays africains dans le domaine des recensements et enquêtes agricoles.

La Commission africaine des statistiques (StatCom-Afrique), sous l'égide de la CEA, est le principal organe chargé du développement de la statistique en Afrique. Son domaine de responsabilité couvre l'ensemble de la sphère statistique. L'accent est mis sur un domaine particulier en fonction des besoins émanant des pays et de l'avancée de certains projets ou programmes (programme de comparaison internationale, évaluation de l'atteinte des OMD, etc.). L'agriculture et les questions de sécurité alimentaire prennent de plus en plus d'importance au sein de la Commission, comme en témoigne l'ordre du jour de la première session du Comité des Directeurs Généraux des INS de l'UA et de StatCom-Afrique qui portait justement sur cette thématique. Il n'y a pas à notre connaissance de mécanisme formel permettant une coordination entre l'AFCAS et StatCom-Afrique, hormis le fait qu'avec la présence aux deux Commissions des représentants des INS et de certaines organisations internationales et régionales telles que la FAO et la BAD, les participants sont en partie les mêmes. AFRISTAT participe aux diverses réunions de la Commission africaine des statistiques.

Le Comité africain de coordination des statistiques a pour objet de coordonner et de superviser les programmes de développement des statistiques en donnant son avis sur les programmes statistiques, en proposant des programmes communs et en organisant des réunions et groupes de travail au niveau régional. Ce Comité coordonne ses activités avec les institutions qui le composent et avec StatCom-Afrique, et leur fournit un retour sur les résultats de ses travaux. Ce Comité a vocation à s'intéresser à l'ensemble de la sphère des statistiques publiques, y compris le cas échéant de la coordination des programmes de statistiques agricoles.

Conclusion

L'agriculture africaine peut être un véritable levier de croissance économique pour le continent. La réduction sensible de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire en Afrique est étroitement liée au développement d'une agriculture forte et compétitive sur le plan international, adaptée aux spécificités du continent et respectant des principes d'inclusion et de durabilité. L'identification des activités agricoles les plus rentables, le suivi des marchés agricoles et alimentaires et la mesure des résultats accomplis par rapport aux objectifs assignés ne peut se faire sans un système d'information suffisamment étendu, fiable, actualisé et garantissant une comparabilité internationale. C'est à ce défi que tentent de répondre les programmes de renforcement des capacités en matière de statistiques agricoles, qui se sont multipliés au cours des dernières années, en particulier depuis la crise alimentaire de 2007-2008.

Dans ces conditions, l'expérience significative d'AFRISTAT en matière d'appui à la réalisation d'enquêtes et de recensements et, plus généralement, au développement des infrastructures statistiques des pays africains, pourrait être mise à profit afin de favoriser la mise en œuvre efficace des programmes de renforcement des capacités en statistiques agricoles. Pour porter pleinement ses fruits, il convient de coordonner cette action avec les principales parties prenantes aux niveaux national (ministères de l'agriculture, INS) et international (bailleurs de fond, organisations internationales et régionales).

VISITES

Visite de Mme Dominique Francoz de l'Insee à la Direction Générale d'AFRISTAT

Le Directeur Général d'AFRISTAT, M. Cosme Vodounou a reçu le 2 avril 2015 en audience, Mme Dominique Francoz, Chef de la Division Appui technique international à l'Insee (France). Ayant pris tout nouvellement la tête de cette divi-

sion, elle est venue se présenter au Directeur Général d'AFRISTAT. Elle était accompagnée de Mme Constance Torelli, Chargée des programmes de coopération au sein de ladite division. Le tour d'horizon des activités de coopéra-

tion entre AFRISTAT et l'Insee a été fait à cette occasion. Assistait à l'audience, M. Dodji Silété-Adogli, expert en planification stratégique et gestion axée sur les résultats.

Visite de courtoisie du Directeur Général au nouveau Président du Comité de direction au Togo



Du 15 au 18 février 2015 M. Cosme Vodounou, Directeur Général d'AFRISTAT accompagné de M. Dodji V. Silété-Adogli, expert en planification stratégique et gestion axée sur les résultats a rendu une visite de courtoisie, à Lomé (Togo) au Président du Comité de direction au titre des années 2015 et 2016, M. Yao Kokou N'Guissan, Directeur Général de l'Institut National de la Statistique, des Études Économiques et Démographiques (INSEED) du Togo. Le Directeur Général d'AFRISTAT a entretenu le Président sur les prochaines réunions statutaires, à savoir la 25^e session du Conseil des Ministres d'AFRISTAT qui aura lieu à Bamako le 9 avril 2015 et la 31^e

réunion du Comité de direction qui se tiendra dans la même ville du 3 au 4 avril 2015. Les ordres du jour de ces deux événements ont été passés en revue. S'agissant particulièrement du Conseil des Ministres, le Directeur Général d'AFRISTAT a attiré l'attention du Président sur le fait qu'en dehors des points classiques traités lors d'une pareille réunion, des questions spécifiques suivantes seront abordées : l'examen et approbation des conclusions de l'étude sur l'évaluation à mi-parcours du PSTA 2011-2015 et l'étude sur l'évaluation de l'impact des interventions d'AFRISTAT dans ses États membres.

Visite du Centre statistique de la Commission de l'UEMOA

Une délégation de la Commission de l'UEMOA conduite par M. Bakary Sacko, Statisticien en chef du Centre statistique de l'UEMOA et comprenant M. Daouda Diarra, Statisticien principal, chargé d'études, a effectué une visite de travail à la Direction générale d'AFRISTAT du 2 au 4 février 2015. Cette rencontre a permis de discuter de

l'implication d'AFRISTAT dans la mise en œuvre des plans d'actions du Programme statistique régional de l'UEMOA. Ces discussions devront permettre de finaliser les termes de référence pour la signature d'une convention de prestations de services centrée sur les appuis techniques aux États membres de l'UEMOA en matière

de comptabilité nationale pour le rattrapage des retards dans la production des comptes nationaux annuels, l'élaboration des comptes nationaux trimestriels, la réalisation des enquêtes de type 1-2-3, le suivi des prix au niveau national, l'élaboration des diverses statistiques d'entreprises et l'analyse de la pauvreté.

Accueil d'une délégation du Pôle « Stratégies de développement et finances publiques »

Mme Mireille Linjoum, conseillère du Pôle "Stratégies de développement et finances publiques" rejointe par M. Madior Fall, expert Consultant du PNUD sur les questions d'emploi, s'est rendue à Bamako du 9 au 13 février 2015, dans les locaux d'AFRISTAT. Il s'agissait de réaliser une activité conjointe avec les experts d'AFRISTAT

(MM. Siriki Zanga Coulibaly et Pascal Silété-Adogli, respectivement expert en analyse de la pauvreté et expert en planification stratégique et gestion axée sur les résultats), dans le cadre de la convention de collaboration signée entre les deux institutions pour la rédaction de deux (2) guides de référence sur la planification et le suivi-évaluation

des politiques publiques intégrant les dimensions transversales : genre, emploi et changement climatique. Il s'agit de permettre aux pays africains de bénéficier d'outils et de méthodes performants pour répondre aux enjeux des Objectifs de développement durable (ODD).

ARRIVÉES



■ M. Sory Ibrahima de nationalité burkinabé, a rejoint l'équipe d'AFRISTAT le 2 janvier 2015, en qualité d'expert en Comptabilité nationale.

Ingénieur statisticien économiste, il a exercé notamment à l'Institut national de la statistique et de la démographie (INSD) du Burkina Faso comme comptable national.

Il a également été expert associé, consultant en

comptabilité nationale aux Comores pour le compte d'AFRISTAT dans le cadre de la rénovation des comptes nationaux.



■ M. Franck Cachia, de nationalité française, a pris fonction le 29 janvier 2015 à AFRISTAT, en qualité d'expert en statistiques agricoles et environnementales. Formé en France en statistiques (ENSAI) et en économie (Université Paris-

Dauphine), M. Cachia a d'abord travaillé à l'Insee en France comme conjoncturiste sur le commerce extérieur. Il a ensuite occupé des fonctions d'économiste-statisticien sur des thématiques environnementales et agricoles, pour le ministère de l'environnement en France, dans une entreprise de conseil (BIO Intelligence Service), puis au sein de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Au sein de cette organisation, il était notamment en charge du suivi et de l'analyse des prix agricoles et alimentaires.



NOMINATION À L'ICASEES DE CENTRAFRIQUE

Depuis le 20 février 2015, M. Dopamas Magloire Constantin, Ingénieur Statisticien Économiste, a été nommé Directeur Général (ai) de l'Institut Centrafricain des Statistiques, des Études Économiques et Sociales (ICASEES) en remplacement de M. Issen Mustapha.

Avant cette nomination, M. Dopama a occupé successivement à l'ICASEES les postes de Directeur des Synthèses Économiques et Sociales, Directeur des Méthodes et Synthèses et Directeur Général de la Planification Régionale.

Activités de la Direction Générale

Réunions Statutaires

■ La 31^e Réunion du Comité de direction d'AFRISTAT s'est déroulée les 3 et 4 avril 2015 à Bamako sous la présidence de M. Kokou Yao N'Guissan, Directeur Général de l'Institut National de la Statistique, des Études Économiques et Démographiques (INSEED) du Togo, Président en exercice dudit Comité. Au cours de ses travaux, le Comité de direction a approuvé le rapport d'activité 2014 et donné quitus de la gestion budgétaire pour la même année. Avant d'arrêter les questions à soumettre à la prochaine réunion du Conseil des Ministres, le Comité de direction a examiné et approuvé les conclusions des études sur : (i) l'évaluation à mi-parcours du PSTA 2011-2015 et (ii) l'évaluation de l'impact des interventions d'AFRISTAT dans ses États membres. Les

membres du Comité de direction ont été sensibilisés sur la situation financière difficile que traverse l'Observatoire et ont décidé de porter expressément cette question à l'attention des Ministres.

■ La 25^e Session du Conseil des Ministres s'est tenue le 9 avril 2015 à Bamako sous la Présidence de M. Léon Raphaël Mokoko, Ministre délégué chargé du Plan et de l'Intégration du Congo, Président en exercice dudit Conseil. Durant ces assises, le Conseil a félicité la Direction Générale d'AFRISTAT pour les résultats atteints en dépit des difficultés financières rencontrées. Il a aussi insisté sur l'urgence qu'il y a de voir les États en retard de versement de leurs contributions de s'acquitter de leurs engagements pour permettre à

l'Observatoire de travailler dans de meilleures conditions. Concernant l'alimentation du Fonds AFRISTAT 2016-2025, les membres du Conseil ont renouvelé leur volonté de respecter les délais prescrits à cet effet.

Le Conseil des Ministres a également reconduit M. Cosme Vodounou comme Directeur Général d'AFRISTAT pour la période 2016-2019. Enfin, à la faveur d'une session de plaidoyer pour le financement de la statistique, organisée conjointement avec PARIS21, les membres du Conseil des Ministres ont réitéré leurs engagements, tout en encourageant la poursuite de la réflexion pour un financement pérenne d'AFRISTAT. Ils ont aussi recommandé à la Direction Générale d'AFRISTAT de communiquer davantage sur ses succès.

Séminaire de comptabilité nationale

AFRISTAT, AFRITAC de l'Ouest (AFW) et AFRITAC Centre (AFC) ont organisé du 19 au 23 janvier 2015 à Bamako (Mali), un séminaire sur les comptes nationaux trimestriels dont le thème était : « Comptes nationaux trimestriels : Harmonisation des méthodes de travail et adoption des normes internationales ». Y ont pris part, les comptables nationaux et les prévisionnistes de

neuf pays membres d'AFRISTAT qui sont engagés dans l'élaboration des comptes nationaux trimestriels (CNT) dont six couverts par AFW (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali, Mauritanie et Sénégal) et trois couverts par AFC (Burundi, Cameroun et Gabon).

L'Insee et la BCEAO étaient aussi représentés. Les participants ont adopté une feuille de route pour

chaque institution ainsi que des actions à mener à court, moyen et long termes en vue de poursuivre le processus de mise en place des CNT dans les pays, d'harmoniser les méthodes de travail et se conformer aux normes internationales.

Les points saillants issus de ce séminaire sont disponibles sur le site web d'AFRISTAT :

www.afristat.org

Séminaire du premier semestre 2015 sur la conjoncture et les prévisions à court terme en Afrique de l'ouest

AFRISTAT a organisé, conjointement avec la Commission de l'UEMOA, le séminaire de conjoncture économique du premier semestre 2015 et les prévisions à court terme au profit des huit États membres de l'UEMOA, de la Guinée et de la Mauritanie, du 9 au 13 mars à Bamako. Ce séminaire a permis de dégager une orientation cohérente de la conjoncture économique régionale au premier semestre 2015 et ses perspectives à court

terme, et de renforcer les capacités des participants dans les domaines de la prévision et de l'analyse conjoncturelle. Il a été animé par les experts d'AFRISTAT, de la Commission de l'UEMOA, de l'Insee, de la CEA et de la BCEAO. À la demande des États membres, le thème central choisi a porté sur la prévision à court terme des indicateurs et agrégats macroéconomiques. À l'issue de ce séminaire, les participants ont pu renfor-

cer leurs capacités en matière de prévision à court terme des indicateurs et agrégats macroéconomiques ; confronter les résultats des indicateurs macroéconomiques de leurs pays avec l'évolution de la conjoncture et les prévisions économiques à court terme ; renforcer leurs capacités sur le modèle TABLO à partir de travaux pratiques. Les points saillants des discussions sont disponibles sur le site web d'AFRISTAT : www.afristat.org

Projet de partenariat AGRER/AFRISTAT/CESO International pour l'appui technique en Côte d'Ivoire

Au cours du trimestre sous revue, les activités du projet ont démarré avec deux missions de consultants pour le renforcement de la coordination et des capacités statistiques.

Du 9 au 20 février 2015, M. Lamine Diop, consultant international en statistiques, a exécuté une mission d'appui pour examiner le projet de décret portant composition, organisation et fonctionnement du Conseil national de la statistique.

De même, une autre mission de deux experts démographes, MM. Bruno Magloire Nouatin et Samuel Keledjoue, a démarré depuis le 23 février 2015 pour faire une analyse diagnostique appro-

fondie du système national de déclaration et d'enregistrement des faits d'état civil et des statistiques vitales. L'objectif général de cette activité est la modernisation de la chaîne, l'amélioration de la production et la mise à disposition des utilisateurs, des données statistiques fiables et abondantes sur l'état civil, désagrégées par sexe, par milieu de résidence et selon les découpages administratifs du pays. Cette mission devrait

prendre fin le 10 avril 2015.

Par ailleurs, la phase de sélection de consultants pour réaliser une étude diagnostique du système de suivi-évaluation aux niveaux central, décentralisé et décentralisé et contribuer à un suivi efficace du futur PND est en cours. Cette activité devrait être réalisée avant la fin du mois de mai 2015.

Projet « Modules d'initiation à la statistique à l'attention des agents non-statisticiens travaillant dans les services statistiques »

Du 17 au 27 février 2015, M. Xavier Charoy a séjourné à AFRISTAT pour réaliser des activités d'amélioration et de finalisation des modules de formation. Durant son séjour, il a revu et finalisé

le module intitulé « élaboration et traitements statistiques ». Les travaux ont également concerné les modules relatifs aux notions de sondage et aux indices de prix. M. Charoy et les experts

d'AFRISTAT poursuivront les travaux en ligne afin de finaliser et de rendre opérationnels ces derniers modules de formation.

Projet d'extension de la couverture géographique de l'indice harmonisé des prix à la consommation dans les États de l'UEMOA

Au cours de la période sous revue, une mission conjointe de supervision de la Commission de l'UEMOA et d'AFRISTAT s'est rendue au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire

La mission a séjourné au Burkina Faso, du 23 au 25 février 2015 et en Côte d'Ivoire, du 25 au 27 février 2015. L'objet était de faire le point sur l'état d'avancement de la mise en œuvre du projet dans les deux pays et d'échanger avec les Directeurs Généraux sur les mesures à prendre pour accélérer le rythme d'exécution des activités du projet. La mission a noté avec satisfaction le

bon déroulement des opérations de collecte des données et le bouclage du processus d'achat du matériel et des équipements. Elle a proposé une modification du dispositif de collecte dans le sens d'un allègement et dans le but d'assurer une meilleure maîtrise technique du projet aussi bien que des moyens financiers et du personnel au Burkina Faso.

En Côte d'Ivoire, La mission a assuré l'INS de la disponibilité d'AFRISTAT à apporter un appui technique au service en charge de la mise en œuvre du projet dans le but de rattraper le retard accusé par rapport au calendrier global d'exécution au niveau régional.

Autres activités d'AFRISTAT

Missions d'appui des experts d'AFRISTAT

Burundi

■ Dans le cadre du contrat de service signé entre AFRISTAT et le Projet de renforcement des capacités de l'administration (PRECA-Burundi) en juillet 2013, pour une assistance technique internationale, MM. Ousman Koriko et Siriki Zanga Coulibaly, respectivement expert en enquêtes auprès des ménages et expert en analyse de la pauvreté, ont effectué chacun une mission d'appui technique à Bujumbura. Ces missions, réalisées respectivement du 9 au 21 mars et du 16 au 28 mars 2015, avaient pour objectifs d'une part, d'apurer et de procéder au traitement des données des volets « dépenses de consommation des ménages et prix des biens et services » de l'enquête sur les conditions de vie des ménages au Burundi (ECVMB), réalisée au dernier trimestre 2013 et au premier semestre 2014, en vue d'estimer les dépenses de consommation finale des ménages et d'autre part, de calculer les indicateurs de pauvreté et de lancer l'analyse du profil de pauvreté au Burundi.

■ À la demande de l'Institut de Statistiques et d'Études Économiques du Burundi (ISTEEBU), une mission conjointe de la Direction générale d'AFRISTAT et du Secrétariat de PARIS21 s'est rendue à Bujumbura, du 16 au 20 mars 2015 dans le cadre de l'évaluation finale de la Stratégie Nationale de Développement de la Statistique (SNDS) 2010-2014.

La mission était composée de M. Oumarou El Hadji Malam Soulé, expert en organisation institutionnelle des systèmes statistiques à AFRISTAT et M. Lamine Diop, Consultant pour le compte de PARIS21. Cette mission a permis d'examiner avec les autorités nationales, les résultats obtenus pour chaque axe stratégique et pour chaque objectif spécifique retenus dans la SNDS 2010-2014 en vue d'en déterminer le niveau d'atteinte des résultats sur la base de l'exécution des actions initialement envisagées et de faire des recommandations en prélude à la préparation de la prochaine SNDS.

En marge de cette mission, M. Oumarou El Hadji Malam Soulé, a poursuivi les échanges avec l'ISTEEBU dans le cadre de la formulation d'un projet d'assistance technique de l'Union européenne au Système statistique du Burundi. Ces échanges ont permis de faire des propositions à la lumière des observations et conseils formulés par AFRISTAT en vue de la finalisation du document de projet.

Cameroun

■ M. Roland Frédéric Ngampana, expert chargé des statistiques d'entreprises s'est rendu, du 16 au 27 février 2015, à Yaoundé pour une mission d'appui technique auprès de l'Institut national de la statistique (INS) afin d'accompagner les cadres dans la mise en œuvre du processus de refonte de l'indice de la production industrielle (IPI) et la mise en place de l'indice de prix de la production industrielle (IPPI), conformément aux nouvelles recommandations internationales des Nations unies. Au terme de la mission, le processus de rénovation de l'IPI mis en œuvre en 2012 par les cadres de l'INS ainsi que le dispositif en cours pour l'élaboration de l'IPI a été présenté et discuté, les différents constats pour leur amélioration ont été dégagés. Une feuille de route pour la poursuite des travaux de mise en place de l'IPPI et de refonte de l'IPI a été élaborée.

Comores

■ Dans le cadre du contrat de service signé entre AFRISTAT et le Projet de renforcement des capa-

cités institutionnelles (PRCI-Comores) en septembre 2012, pour une assistance technique internationale, M. Ousman Koriko, expert en enquêtes auprès des ménages, a effectué du 23 au 27 février 2015, une mission d'appui technique à Moroni. La mission a permis de traiter les données du volet « dépenses de consommation des ménages » de l'enquête du type 1-2-3 réalisée au dernier trimestre 2013 et premier semestre 2014, pour l'estimation des dépenses de consommation finale des ménages. Cette mission a été suivie de celle de M. Siriki Zanga Coulibaly, expert en analyse de la pauvreté, du 9 au 13 mars 2015, pour la détermination des indicateurs de pauvreté et le lancement de l'analyse du profil de pauvreté aux Comores.

Djibouti

■ Du 17 au 22 janvier 2015, AFRISTAT, PARIS21 et le Bureau du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) à Djibouti ont effectué une mission d'évaluation de la Stratégie nationale de développement de la statistique (SNDS) 2011-2015. La Direction générale d'AFRISTAT a été représentée M. Oumarou El Hadji Malam Soulé, expert en organisation institutionnelle des systèmes statistiques.

La mission a porté en particulier sur l'examen :

- des résultats obtenus pour chaque objectif opérationnel prévu et pour chaque domaine statistique retenu dans la SNDS 2011-2015 ;
- du cadre institutionnel et des conditions de mise en œuvre de la SNDS notamment les ressources humaines, matérielles et financières ainsi que les partenariats mobilisés ;
- du niveau d'appropriation de la SNDS par les acteurs du système statistique national (producteurs et utilisateurs) d'une part, et les partenaires techniques et financiers d'autre part.

Gabon

■ Du 23 au 27 février 2015, M. Freeman Amegashie, expert principal en organisation stratégique, et coordonnateur du département des appuis stratégiques et de la diffusion, a participé à Libreville à une mission d'appui conjointe avec M. Harry François, démographe de Statistique Canada dans le cadre du développement des activités du Programme international de gestion des offices statistiques (PIGOS).

Dans le cadre de ce programme, la Direction générale des statistiques du Gabon (DGS) avait choisi d'élaborer un Cadre national d'assurance de la qualité (CNAQ) dont le but est de guider les pratiques en matière d'assurance de la qualité d'abord à la DGS et ensuite pour tout le Système statistique national gabonais afin de rehausser la qualité des statistiques officielles du pays.

Cette mission a permis d'examiner complètement le document proposé par la DGS et d'apporter les observations pour son amélioration et sa finalisation. À l'issue des travaux, les actions connexes nécessaires à la réussite du développement et de la mise en œuvre du CNAQ ont été identifiées, notamment l'amélioration de l'environnement institutionnel et organisationnel. La DGS devra également développer une stratégie pour la mise en œuvre du cadre. Statistique Canada et AFRISTAT continueront de suivre le Gabon dans le cadre de ce projet à travers des échanges réguliers.

Mali

■ Au cours du mois de février 2015, Mme Emilie Laffiteau, expert macro-économiste, a effectué une mission à l'Institut National de la Statistique (INSTAT) afin d'appuyer le Comité National de Politique Économique (CNPE) pour la finalisation de l'étude d'évaluation d'impact sur la fiscalité indirecte du secteur agricole au Mali. Cette mission a permis de finaliser l'étude et de transmettre la version finale à l'UEMOA.

■ Du 18 au 26 mars 2015, M. Franck Cachia, expert en statistiques agricoles et environnementales, a participé à un atelier à Ségou afin d'appuyer la Cellule de Planification et de Statistiques du Secteur du Développement Rural (CPS/SDR) pour la préparation du Recensement Général de l'Agriculture et de l'Élevage (RGAE) au Mali. La tenue de cet atelier, auquel étaient présents les membres du Bureau du Recensement et des consultants de la FAO, a permis de finaliser la méthodologie et les outils de collecte des données du RGAE.

Mauritanie

■ Dans le cadre de l'assistance technique qu'AFRISTAT apporte à ses États membres, M. Siriki Zanga Coulibaly, expert en analyse de la pauvreté a effectué une mission à l'Office national de la Statistique (ONS). Cette mission, qui s'est déroulée du 24 février au 5 mars 2015, a permis de corriger les estimations des dépenses dans certaines wilaya (Inchiri, Teris zemour, Nouakchott, Nouadhibou), d'estimer la pauvreté monétaire avec l'ancienne approche (1,25 dollars par tête), mais aussi avec la nouvelle approche basée sur le coût des besoins essentiels.

Sénégal

■ M. Roland Frédéric Ngampana, expert chargé des statistiques d'entreprises, a effectué du 2 au 6 février 2015, une mission d'appui technique à Dakar auprès de l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD) du Sénégal afin d'appuyer les cadres de la Division des statistiques économiques (DSE) dans l'organisation du recensement général des entreprises et l'amélioration de la qualité du répertoire statistique d'entreprises existant. Les échanges ont permis de dégager les grands axes de cette opération et d'initier des projets de documents techniques du recensement des unités économiques. De même, l'alignement du répertoire d'entreprises existant aux normes du règlement n° 01/CM/AFRISTAT/2009 a été évalué et une feuille de route pour la mise en œuvre des travaux du recensement général des entreprises du Sénégal a été élaborée.

■ Du 20 au 27 février 2015, une mission conjointe Statistique Canada et AFRISTAT a séjourné à Dakar afin d'appuyer l'ANSD pour la mise en place de l'Unité de gestion des prestations à coûts recouvrables et l'instauration d'une comptabilité analytique. M. Oumarou El Hadji Malam Soulé, expert en organisation institutionnelle des systèmes statistiques, a représenté la Direction générale à cette mission d'appui technique.

Cette mission d'appui, qui s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du Plan stratégique de développement de l'ANSD 2015-2019, a permis de présenter aux cadres le processus de planification stratégique intégrée et du cadre de gestion de projets de l'organisme, les principes de base de la comptabilité analytique, les outils de gestion de la qualité des données, la communication interne et externe et les techniques de gestion des ressources humaines de Statistique Canada.

Activités internationales

■ Le Directeur Général Adjoint, M. Paul-Henri Nguéma Meye, a représenté AFRISTAT à l'atelier annuel des Directeurs des Études des Écoles de statistique africaines (ESA) qui s'est déroulé du 12 au 15 janvier 2015 à Dakar. Cette rencontre a permis de : (i) arrêter un programme d'activité triennal glissant pour la période 2015-2018 commun aux ESA et à AFRISTAT, (ii) définir un projet d'harmonisation des programmes de formation des cadres moyens en statistique et (iii) échanger sur le projet de délocalisation en Afrique de l'organisation des concours communs d'entrée dans les ESA.

■ Mme Emilie Laffiteau, expert macroéconomiste, a participé le 2 février à Paris à la réunion du Comité de rédaction de la revue STATECO, conjointement éditée par AFRISTAT, l'Insee et DIAL, pour la préparation des prochains numéros de 2015 (n° 109 et n° 110).

■ Du 27 février au 6 mars 2015, M. Dodji V. Sileté-Adogli, expert en planification stratégique et gestion axée sur les résultats a participé à la 46^e session de la Commission de statistique des Nations unies à New York. Cette session a été consacrée à la détermination des grandes orientations qui doivent marquer la statistique dans le monde au titre de l'année 2015. Durant les travaux, une attention particulière a été accordée entre autres à la révolution des données et aux indicateurs du programme de développement de l'après 2015 ainsi qu'aux objectifs du développement durable.

■ Du 2 au 13 mars 2015, M. Freeman Amegashie, expert principal en organisation stratégique, et Coordonnateur du département des appuis stratégiques et de la diffusion, et M. Abdoulaye Sandiakou Doucouré ont participé à Saly, Mbour (Sénégal) à un atelier organisé conjointement par UNFPA, US Census Bureau et AFRISTAT sur le thème de la collecte des données avec CSPro sous Android et l'organisation des prochains recensements de la population et de l'habitat de la série 2020.

Cet atelier a regroupé une trentaine de participants en provenance des Instituts nationaux de statistiques des pays francophones d'Afrique de l'ouest et du centre, des écoles de statistique et de la démographie et de certains bureaux pays de l'UNFPA.

Il a permis de former des cadres aux techniques d'élaboration des programmes de saisie et d'organisation et de gestion des enquêtes sous CSPro sous Android. L'autre résultat important est la mise en place d'un réseau de spécialistes partageant les meilleures pratiques disponibles pour

encadrer techniquement les prochains recensements généraux de la population et les enquêtes auprès des ménages des États africains.

■ Dans le cadre de la préparation du séminaire de formation des cadres des États membres d'AFRISTAT en planification stratégique intégrée, M. Dodji V. Sileté-Adogli, expert en planification stratégique et gestion axée sur les résultats, a effectué du 8 au 13 mars 2015 une mission au siège de Statistique Canada à Ottawa.

M. Sileté-Adogli a participé ensemble avec quelques experts de cette institution, à l'examen d'une part, des modules du manuel de formation et, d'autre part, des modalités d'organisation du séminaire. A pris part également aux travaux, un expert du Centre africain de statistique de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique, M. Andry Andriantseno.

■ À l'invitation du Bureau sous-régional de l'Afrique de l'Ouest de la Commission Économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA/BSR-AO), M. Paul-Henri Nguéma Meye, Directeur Général Adjoint d'AFRISTAT, a participé les 16 et 17 mars 2015 à Dakar à la réunion Ad hoc du Groupe d'experts sur le thème : « les infrastructures d'intégration et leur impact sur la zone de libre-échange sous régionale en Afrique de l'Ouest ». Au cours de ces travaux, l'état des lieux sur le niveau de développement des infrastructures a été effectué et les perspectives pour la résorption des déficits observés ont pu être indiquées.

■ La 18^e réunion du Comité Intergouvernemental d'experts (CIE) de l'Afrique de l'ouest s'est tenue les 18 et 19 mars 2015 à Dakar et a travaillé sur le thème : « Vers une transformation structurelle des économies de la sous-région ouest africaine à travers le développement des infrastructures ». M. Paul-Henri Nguéma Meye, Directeur Général Adjoint, y a représenté l'Observatoire. Outre l'examen des rapports statutaires (rapport de mise en œuvre du programme de travail 2014 et perspective 2015 du BSR-AO, évaluation des progrès sur les OMD,...), le Comité a formulé des recommandations sur la nécessité de soutenir les instituts nationaux de statistique pour améliorer l'offre et la qualité des statistiques produites, puis de recourir aux PPP et autres financements innovants pour construire les infrastructures.

■ Le 26 mars 2015 à N'Djamena, AFRITAC Centre a organisé la 17^e réunion de son Comité d'orientation. AFRISTAT y était représenté par M. Paul-Henri Nguéma Meye, Directeur Général Adjoint. Au cours des travaux, les principaux

sujets abordés se rapportaient à l'examen du rapport d'exécution des activités de l'année écoulée et aux discussions sur le projet de programme de travail pour la période du 1^{er} mai 2015 au 30 avril 2016. Par ailleurs, la durée du 2nd cycle de travail d'AFRITAC Centre a bénéficié d'une extension de 18 mois suite à l'amélioration du recouvrement des contributions. De plus, la République démocratique du Congo assurera la Présidence du Comité d'Orientation d'AFRITAC Centre pendant deux ans à partir du 1^{er} mai 2015, en remplacement du Tchad arrivé en fin de mandat.

■ Du 27 au 30 mars 2015, M. Freeman Amegashie, expert principal en organisation stratégique, et Coordonnateur du département des appuis stratégiques et de la diffusion, a représenté AFRISTAT à la Conférence de haut niveau sur la révolution des données organisée conjointement par la CEA et l'Union africaine à Addis-Abeba (Éthiopie).

Cette conférence de haut niveau a regroupé plus d'une centaine d'experts, producteurs et utilisateurs, venant de plusieurs horizons, des instituts nationaux de la statistique, des agences des Nations unies, des partenaires au développement, de la société civile, etc.

Les travaux des experts, constitués en une dizaine de groupes thématiques, ont permis d'élaborer un document de consensus intitulé « African data consensus ». Ce document a été adopté le 29 mars 2015. Il a été ensuite présenté à la huitième Réunion conjointe CEA-UA des Ministres des finances, de la planification et du développement économique les 30 et 31 mars 2015.

■ Le Secrétariat de PARIS21 a organisé la réunion annuelle de son Comité directeur du 30 mars au 1^{er} avril 2015 à Paris. L'Observatoire a participé à ces travaux par l'entremise de M. Paul-Henri Nguéma Meye, Directeur Général Adjoint. Cette réunion a permis de prendre connaissance des principales réalisations de PARIS21 au cours de l'exercice 2014, dont une majorité a bénéficié au continent africain, et des axes d'intervention en 2015. La problématique des objectifs du développement durable a été souvent abordée et PARIS21 a été invité à collaborer à leur vulgarisation aussitôt que la communauté internationale aura arrêté leur version finale. Le Comité directeur de PARIS21 a recommandé au Consortium de renforcer ses capacités d'intervention dans le domaine de la communication à partir de 2015 et qu'un groupe de travail soit constitué pour réfléchir sur les indicateurs de mesure de la culture statistique.



Bénin
www.insae-bj.org

Enquête Modulaire sur les Conditions de Vie des Ménages (EMICoV-2015)

Les agents de collecte, un mois après leur formation sur les différents modules de l'EMICoV-2015, sont désormais déployés depuis le 2 mars 2015 sur toute l'étendue du territoire national. Disposés par binôme dans les grappes, les agents de collecte ont démarré cette enquête qui est d'un intérêt général pour les autorités et les partenaires techniques et financiers (PTF) ainsi que pour toute la population. C'est une enquête qui permettra d'analyser l'indice de pauvreté des ménages au Bénin en vue d'y apporter des solutions à court, moyen et long termes et de fournir des données fiables destinées à suivre l'évolution du diagnostic et du profil de pauvreté au Bénin principalement pour l'élaboration et le suivi des Stratégies de Réduction de la Pauvreté (SRP).

Burundi
www.isteebu.org

Validation des Comptes Nationaux 2012 (première étape)

Du 10 au 14 mars 2015, l'ISTEEBU a organisé à l'intention des membres du Comité Technique de l'Information Statistique (CTIS), un atelier de formation sur le processus de production des comptes nationaux. À cette occasion, les membres du CTIS ont validé les comptes de la Nation pour l'année 2012, étape qui précède l'approbation finale par le Conseil National de l'Information Statistique (CNIS).

Validation du document référentiel sur les concepts, définitions, nomenclatures, classifications et méthodologies des grandes opérations statistiques au Burundi

L'élaboration de la Stratégie Nationale de Développement de la Statistique (SNS) a été l'occasion de faire le constat de l'absence d'un recueil de concepts, définitions, nomenclatures, classifications et méthodologies devant servir de cadre de référence pour toute activité statistique au sein du Système Statistique National (SSN). Ainsi, son élaboration fut retenue parmi les activités prioritaires dans le cadre de la mise en œuvre de la SNS, tout en l'adaptant aux nouvelles nomenclatures révisées.

Avec l'appui financier de l'Union européenne, l'ISTEEBU a recruté un Consultant International, M. Michel Mouyelo-Katoula, pour l'élaboration de ce document qui facilitera la comparabilité des données collectées par les différents services sectoriels. La mission a débuté au mois d'octobre 2014 et s'est achevée au cours du mois de mars 2015 avec l'organisation d'un atelier de validation dudit document.

Mission d'évaluation de la SNS de première génération : 2010-2014

Dans le cadre du processus d'élaboration de la SNS du Burundi de deuxième génération, une mission de Paris21 et d'AFRISTAT a été reçue à l'ISTEEBU la semaine du 16 au 20 mars 2015. Cette mission fait suite à la récente validation du diagnostic de l'état actuel du Système Statistique National (SSN), lequel a permis de vérifier l'adéquation des produits statistiques aux besoins des utilisateurs et d'identifier ses forces, faiblesses, opportunités et risques. Cette mission a eu pour objet de faire l'état des lieux de la mise en œuvre de la SNS 2010-2014 et de formuler des

recommandations susceptibles d'aider à l'élaboration de la SNS de deuxième génération.

Cameroun
www.statistics-cameroon.org

Production des documents de coordination du Système statistique national

Au cours du premier trimestre 2015, l'Institut National de la Statistique (INS) a organisé trois ateliers de trois jours chacun en vue de produire des documents de coordination du système statistique national (SSN).

Le premier atelier a porté sur la mise à jour du dictionnaire des enquêtes. L'objectif principal était d'actualiser le dictionnaire des enquêtes, guide de référence pour l'harmonisation des méthodologies de production des statistiques officielles.

À l'issue de ces travaux, le dictionnaire des enquêtes a été actualisé, les participants se sont approprié son contenu et ils ont été sensibilisés à son utilisation.

Le deuxième atelier a permis de produire le volume I du cahier de charges des administrations sectorielles. L'objectif de ce document est d'asseoir un cadre institutionnel et administratif, et une meilleure coordination statistique au sein des structures en charge de la statistique dans les administrations sectorielles. Une autre séance de travail pour les administrations n'ayant pas pris part à l'atelier d'élaboration du cahier de charges sera organisée dans le but de produire un volume II.

Enfin, le troisième atelier a permis de produire le guide d'utilisation des bonnes pratiques dans le système statistique camerounais. Le but visé par ce document est l'amélioration du processus de production des statistiques officielles, dans l'optique de l'alignement aux normes de diffusion.

Ces trois ateliers ont vu la participation des administrations du SSN et ont bénéficié de l'appui financier du Programme d'Appui à la Réforme des Finances Publiques (PARFIP) - Volet Appui au Système Statistique National.

Quatrième Enquête Camerounaise Auprès des Ménages (ECAM 4)

Au cours du premier trimestre 2015, les travaux d'exploitation des données de l'ECAM4 se sont poursuivis avec l'apurement en deux phases. La phase de l'apurement primaire a permis de vérifier la complétude des grappes collectées, de compléter les codes provisoires. La seconde phase de l'apurement, en cours, consiste en la vérification des contrôles de cohérences entre les variables du questionnaire.

Les travaux d'exploitation vont se poursuivre avec le calcul du seuil de pauvreté et des indices de mesures de la pauvreté. Ces indicateurs essentiels de cette opération permettront la production des premiers résultats sur le profil de pauvreté au cours du prochain trimestre 2015.

Mise en place de l'indice des Prix de Production dans l'Industrie (IPI)

Du 16 au 27 février 2015, a eu lieu à l'INS, un atelier relatif au processus de la refonte de l'Indice de Production Industrielle (IPI) et la mise en œuvre de l'IPPI suivant les nouvelles recommandations internationales des Nations unies. L'objectif de cet atelier était d'accompagner les cadres de l'INS dans le processus de la refonte de

l'IPI et la mise en œuvre de l'IPPI à travers l'amélioration du dispositif de l'enquête d'identification des produits, et du dispositif nécessaire pour l'élaboration de l'IPPI.

Cet atelier suivi par tout le personnel du Département des Statistiques d'Entreprises (DSE), était aминé par l'expert chargé des statistiques d'entreprises à AFRISTAT.

30^e édition de la Journée internationale de la femme

À l'occasion de la 30^e édition de la Journée Internationale de la Femme, les femmes de l'Institut National de la Statistique ont organisé plusieurs activités notamment :

- une table ronde sur les avancées de la situation de la femme depuis Beijing 1995 ;
- une séance de sensibilisation des femmes sur le règlement intérieur de l'Institut National de la Statistique ;
- une participation massive au défilé au boulevard du 20 mai.

Coopération INS-Cameroun et ANSD-Sénégal

Du 10 au 22 janvier 2015, une équipe de l'ANSD-Sénégal conduite par Mme Astou Sagna a effectué un voyage d'étude à l'INS (département des statistiques économiques) dans l'optique des préparatifs du Recensement des entreprises au Sénégal. Le but de cette mission était, pour la partie sénégalaise de tirer des enseignements de l'expérience du Cameroun dans la réalisation des recensements d'entreprises et pour la partie camerounaise de bénéficier de la riche expérience du Sénégal en matière de gestion du répertoire d'entreprises.

Côte d'Ivoire
www.ins.ci

Distinction de M. Ibrahima Ba, Directeur Général de l'INS

Le Directeur Général de l'INS, M. Ibrahima Ba, a été doublement honoré au niveau international le vendredi 6 février 2015, à Rabat au Maroc. Le Grand prix international PADEL (Prix panafricain des Leaders) 2015 du meilleur promoteur des statistiques en Afrique et le Super prix diamant du meilleur promoteur des statistiques en Afrique lui ont été décernés par la structure internationale Nouvelle Vision Africaine (Nov'Afrique), pour ses qualités managériales mais aussi et surtout pour de nombreuses activités statistiques d'envergure nationale et internationale réalisées ces dernières années.

Enquête niveau de vie des ménages 2015 (ENV 2015)

L'Institut National de la Statistique réalise sur un financement de l'État de Côte d'Ivoire à hauteur de 997, 478 millions F CFA, l'enquête Niveau de Vie des ménages (ENV) 2015, avec l'utilisation des Smartphones.

L'objectif principal de l'ENV (éd. 2015) est de collecter des informations destinées à améliorer la planification et l'évaluation des politiques économiques et sociales. De façon spécifique, il s'agit entre autres : (i) de déterminer un profil de pauvreté ; (ii) d'éclairer les décideurs sur la situation des groupes vulnérables ; (iii) de capter les difficultés des ménages pour faire face à la conjoncture économique et les stratégies développées ; et (iv) d'analyser l'impact de la crise sur les conditions de vie des ménages.

Les informations collectées vont servir à l'élaboration du Plan National de Développement (PND) 2016-2020 et à la détermination du niveau des interventions des Partenaires Techniques et Financiers en termes d'appuis budgétaires.

La formation du personnel de terrain s'est déroulée du 05 au 17 janvier 2015. La collecte des données qui mobilise 24 superviseurs, 60 chefs d'équipes et 180 agents enquêteurs, a démarré le 22 janvier et s'est achevée le 20 mars 2015. Elle porte sur un échantillon national de 12 900 ménages. Les résultats sont attendus pour fin mai 2015.

Atelier de validation de la politique de diffusion des microdonnées de l'INS

Du 23 au 25 février 2015, l'INS a organisé à Agboville, un atelier de validation de la politique de diffusion de ses microdonnées avec l'appui technique et financier de PARIS21.

L'atelier a regroupé les chefs de départements de production statistique de l'INS, des utilisateurs de microdonnées notamment l'Université Félix Houphouët Boigny, le Centre Ivoirien de Recherches Économiques et Sociales (CIRES), l'ENSEA ainsi que des sectoriels. Il a enregistré également la présence du consultant principal, M. Mamadou Niang de l'ANSD (Sénégal) ainsi que celle d'un autre expert venu de l'INS du Cameroun.

L'objectif principal était de procéder à la validation du document portant sur la politique de diffusion des microdonnées de l'INS, proposé par le consultant.

Atelier sur le redressement des données du RGPH 2014

Du 29 au 30 janvier 2015, s'est tenu à Agboville, le 4^e atelier sur le redressement des données du RGPH 2014. Cet atelier qui a enregistré environ 35 participants, avait pour objectif principal de poursuivre l'exécution des travaux d'exploitation des données du 4^e recensement général de la population et de l'habitat, en vue de leur achèvement au plus tard le 31 mars 2015. Il a permis de :

- (i) régler la question des visiteurs, de sorte que les effectifs stabilisés par zone de dénombrement et sous préfecture ne comportent que la population résidente ;
- (ii) apurer le fichier Individus ;
- (iii) produire et valider les tableaux croisés de base de données ;
- (iv) produire le répertoire des localités pour au moins 17 régions sur 33 ;
- (v) élaborer le rapport analytique sur les résultats préliminaires communiqués par le Conseil des Ministres du 23 décembre 2014 ;
- (vi) produire et examiner les résultats des distributions de fréquence du fichier ménages.

Mission d'appui au renforcement de la coordination statistique

Du 09 au 20 février 2015, M. Lamine Diop a séjourné à Abidjan dans le cadre d'une mission d'appui au renforcement de la coordination statistique dont le financement est assuré par l'Union européenne à travers le Projet d'appui au système national de planification et des statistiques (PAPS).

L'objectif général de cette mission était de contribuer à l'amélioration significative de la coordination du Système statistique national au niveau technique, juridique, institutionnel et organisa-

tionnel à travers l'examen du projet de décret portant composition, organisation et fonctionnement du Conseil National de la Statistique (CNStat).

Au cours de sa mission, M. Lamine Diop a eu des échanges très fructueux avec le Directeur Général de l'INS, M. Ibrahima Ba, les responsables en charge des statistiques sectorielles des Ministères et le Directeur de l'École nationale supérieure de statistique et d'économie appliquée (ENSEA).

Au terme de sa mission, M. Lamine Diop a tenu une séance de restitution de son travail et remis au Directeur Général de l'INS et à l'expert du projet, un rapport synthétique de sa mission, faisant ressortir les points saillants des travaux, sous formats papier et électronique.

Atelier sur les comptes nationaux trimestriels 2014

Du 17 au 21 février 2015, s'est tenu à Grand Bassam, un atelier sur les Comptes nationaux trimestriels 2014. Une dizaine de participants issus de l'administration publique y ont pris part. Cet atelier avait pour objectif principal de réunir les experts du Comité National des Comptes Nationaux Trimestriels (CN-CNT) afin de produire d'une part, une publication des Comptes nationaux trimestriels de la période allant de l'année 1996 au 2^e trimestre 2014 et d'autre part, de produire la maquette officielle de la publication des CNT en Côte d'Ivoire.

Notons que la mise en place de ce dispositif qui permet de produire et de diffuser les CNT est coordonnée par l'Institut National de la Statistique, qui assure le Secrétariat Technique du CN-CNT avec l'appui et l'assistance technique d'AFRITAC de l'Ouest (FMI).

Gabon www.stat-gabon.org

La Direction Générale de la Statistique du Gabon (DGS) a reçu, du 23 au 27 février 2015 la mission de MM. Freeman Komi Akolly Amegashie, expert d'AFRISTAT et Harry François, expert de Statistique Canada dans le cadre du renforcement des systèmes statistiques des pays en développement

La mission a permis de discuter et faire les commentaires et suggestions sur :

- les principaux résultats du diagnostic ;
- les principales faiblesses du projet de document sur les lignes directrices de la démarche qualité ;
- les stratégies de formation et de dissémination de ces lignes directrices au sein du SSN ;
- les stratégies de suivi et évaluation de l'appropriation de cet outil.

Mali www.instat.gov.ml

Atelier national sur Statistiques et relations publiques

L'Institut national de la statistique du Mali (INS-TAT) a organisé, dans les locaux d'AFRISTAT, du 23 au 25 mars 2015, un atelier national de formation en communication institutionnelle, intitulé « Statistiques et Relations publiques » destiné à former une quinzaine de journalistes et statisticiens. L'objectif de cette formation est d'améliorer la communication entre les deux corps de métiers et la diffusion des informations statistiques au profit des utilisateurs. Les travaux ont été animés par les formateurs, statisticiens et

journalistes, maliens et sénégalais, précédemment formés lors de la session de formation des formateurs qui s'est tenue à Bamako (Mali) du 3 au 7 novembre 2014. Ces derniers ont été appuyés par des experts d'AFRISTAT et par M. Daniel Byk, consultant formateur de GIZ et PARIS21.

Sénégal www.ansd.sn

Durant ce trimestre, l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD) a procédé à la production et à la diffusion de la Banque de Données Économiques et Financières (BDEF provisoire 2013 et définitive 2012) ; de la Note d'Analyse du Commerce Extérieur 2013 ainsi que des publications conjoncturelles portant sur les prix à la consommation, la production industrielle, les prix à la production industrielle, le commerce extérieur, les statistiques économiques et le PIB trimestriel.

Projet de changement de l'année de base des comptes nationaux du Sénégal

L'ANSD a entrepris le projet de mise en place d'une nouvelle année de base des comptes nationaux. La réalisation de ce projet permettra aux utilisateurs de manière générale, et aux autorités étatiques en particulier, de disposer d'indicateurs plus actuels sur la structure de l'économie sénégalaise et de mieux cibler leurs interventions en termes de politiques économiques et sociales.

Dans ce cadre, l'ANSD a organisé un atelier de finalisation du document de projet avec l'appui de l'expert de la CEA, M. Emmanuel Ngok, et de la Consultante Charlotte Schiltz.

De façon spécifique, il s'agissait de :

- (i) valider le document de projet (le choix de l'année de base, l'organisation des activités de comptabilité nationale, les activités à mener et le chronogramme, la programmation intégrée desdites activités incluant celles relatives à l'appui des administrations de soutien (informatique et gestion des ressources humaines, matérielles et financières));
- (ii) définir un cadre de gestion du Projet qui permet d'assurer l'amélioration des compétences des gestionnaires en matière de gestion de projet, la priorisation des activités, l'identification et la gestion des interdépendances entre les activités, la gestion des risques et la production des résultats conformes aux objectifs établis ;
- (iii) renforcer les capacités des comptables nationaux ;
- (iv) élaborer la feuille de route pour l'assistance technique.

Une composante principale du projet est constituée de la réalisation, pour la première fois au Sénégal, du Recensement Général des Entreprises.

Programme de certifications professionnelles pour les agents de terrain

Dans le cadre de la mise en œuvre du Plan stratégique 2014-2019, l'ANSD, via l'ENSAE, a mis en place des formations certifiantes dans le domaine des opérations d'enquêtes statistiques :

- certification en techniques de collecte de Données (CTCD), pour les enquêteurs ;
- certification en management des opérations de collecte (CMOC), pour les contrôleurs-Superviseurs ;

- certification en techniques de cartographie d'enquête (CTCE), pour les cartographes d'enquête.

La première étape de ce programme vient d'être lancée avec la certification en technique de collecte des données (CTCD) dont la formation va démarrer le 23 mars 2015 avec une cohorte de 30 candidats.

Mission de Statistique Canada à l'ANSD du 20 au 27 février 2015

À la suite du diagnostic organisationnel de l'ANSD entamé depuis début 2014, une mission de Statistique Canada a séjourné à l'Agence du 20 au 27 février 2015. Les principaux objectifs de la mission étaient de travailler sur :

- la mise en œuvre d'un système de comptabilité analytique au sein de l'ANSD de façon à mieux établir et faire le suivi des coûts et dépenses des projets et des programmes ;
- la création d'une unité pour les services de prestation au sein de l'ANSD (c'est-à-dire en établir son mandat, ses créneaux d'activités, ses audiences cibles, sa composition, son fonctionnement, sa promotion, etc.).
- l'informatisation des procédures administratives et comptables afin de rendre les processus plus conviviaux et efficaces pour les employés.

Atelier de présentation des résultats de la deuxième phase de l'Enquête EDS Continue 2014

L'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie a organisé, le 25 février 2015 à Dakar, un atelier de présentation des résultats de la deuxième phase de l'Enquête Continue 2014 : Enquête Démographique et de Santé Continue (EDS-C) et Enquête Continue sur la Prestation des Services de Soins de Santé (ECPSS).

Voyage d'étude du Bureau Statistique du Lesotho à l'ANSD

Une mission du Bureau des Statistiques du Lesotho, composée de cinq personnes, a séjourné à l'ANSD du 14 au 22 mars 2015 pour un partage d'expérience en matière de recensement de la population sur support numérique.

Tchad www.inseed-tchad.org

Troisième Enquête Démographique et de Santé au Tchad (EDST3) combinée à une Enquête par Grappe à Indicateurs Multiples (MICS) incluant un volet sérologie VIH dénommée (EDST-MICS 2014)

La collecte des données a été lancée officiellement depuis le 23 octobre 2014, elle prendra fin au plus tard le 10 avril 2015. La saisie qui a commencé le 13 novembre 2014 se poursuivra jusqu'en mi-mai 2015 et l'apurement suivra, du 10 mai au 10 juin 2015. Cette opération est commanditée par le Gouvernement en accord avec les Partenaires au Développement. L'INSEED est chargé de l'exécution technique avec l'appui de l'ICF (ex-MACRO International).

Le Recensement général des entreprises (RGE)

La collecte des données a été achevée en février 2015. La saisie qui a démarré début janvier 2015 a pris fin le 25 mars 2015. Les premiers résultats sont attendus vers septembre 2015.

L'Enquête d'Opinion sur la Justice au Tchad (EOJT-2014)

Au cours du premier trimestre 2015, l'INSEED s'est attelé à l'apurement des données (fichier ménage et fichier justiciable). L'analyse a été menée en collaboration avec un expert International recruté par l'Union européenne. L'Atelier de restitution des résultats a eu lieu le 24 mars 2015 au CEFOD.

Le Deuxième Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH2) de 2009

La dissémination des cinq rapports thématiques (Migration, Natalité-fécondité, Caractéristiques Économiques, État - Structure de la Population et Mortalité) déjà imprimés en décembre 2014 est en cours et durera jusqu'à la fin du mois d'avril 2015.

Togo www.stat-togo.org

Adoption par le Conseil des Ministres du décret portant attribution, organisation et fonctionnement de l'INSEED le 24 février 2015

Au cours de sa séance du 24 février 2015 tenue à Pya, le Conseil des Ministres a adopté le décret portant attribution, organisation et fonctionnement de l'Institut National de la Statistique et des Études Économiques et Démographiques (INSEED). Ce nouvel organe créé par la loi n° 2011-014 du 3 juin 2011 portant organisation de l'activité statistique au Togo, exercera les attributions relevant autrefois de la compétence de la Direction Générale de la Statistique et de la Comptabilité Nationale (DGSCN).

L'INSEED est un établissement public à caractère administratif (EPA) doté de la personnalité morale et de l'autonomie de gestion financière. Il s'appuiera essentiellement sur un Conseil d'Administration et sur une direction générale pour mener à bien sa mission. L'INSEED a donc pour mission de relever le défi de la production et de la diffusion en quantité et en qualité des données statistiques pour la conception, le suivi et l'évaluation des stratégies, politiques, programmes et projets de développement du pays.

La création de l'INSEED est un acte politique qui traduit la volonté des plus hautes autorités togolaises à permettre au pays d'être en harmonie avec les autres États de l'espace sous régional de l'UEMOA en matière d'organisation des systèmes statistiques nationaux.

L'opérationnalisation de l'INSEED ouvre de nouvelles perspectives telles que : la définition d'un plan de carrière pour les agents de l'INSEED, la création d'un centre de formation des cadres moyens en statistique au sein de l'INSEED, la mise en œuvre du Schéma Directeur Informatique (SDI) et la mise en place d'un fonds de développement statistique conformément aux dispositions de la Charte africaine de la statistique, l'élaboration et la mise en œuvre d'une SNDS de deuxième génération prenant en compte les besoins en statistiques des politiques et programmes du développement économique et social alignés sur les objectifs de développement durable (ODD).



Les participants à l'atelier national sur statistiques et relations publiques à Bamako, du 23 au 25 mars 2015

Management : Comment l'ANSD réhabilite-t-elle sa fonction communication interne ?

Par : El Hadji Malick GUEYE, Chef de la Division de la Diffusion, de la Documentation et des Relations avec les Usagers (DDDRUI/DMIS/ANSD)

La communication interne constitue un maillon essentiel dans toute organisation. Source de reconnaissance, d'intégration et de promotion d'un esprit identitaire autour d'un idéal, projet, vision ou mission, sa perception par les membres du groupe, peut profondément impacter l'atteinte des objectifs, selon qu'elle est bien mise en œuvre ou non.

■ Situation diagnostiquée

Les lacunes en matière de communication interne soulevées par la mission diagnostic menée conjointement par AFRISTAT et Statistique Canada, du 03 au 12 février 2014, ont été confirmées, de façon plus détaillée, par l'Enquête de satisfaction du personnel lancée le 8 septembre 2014. Ainsi, il avait été noté une absence de vulgarisation de la vision de l'Agence et de ses missions, une incompréhension de certaines décisions prises par la hiérarchie, la non-maîtrise des textes réglementaires, le cloisonnement entre Directions, etc.

■ Mesures correctives mises en place

À partir de cette date, et en attendant la mise en place d'une stratégie de communication interne plus formalisée, la Direction générale de l'Agence a initié des actions prioritaires afin d'améliorer le cadre de travail et de fédérer toutes les énergies autour des objectifs de l'Agence. Parmi ces mesures figurent :

- la réalisation de l'enquête de satisfaction du personnel de l'Agence qui a été aussi la première étape de la redynamisation de la communication interne ;
- l'envoi systématique au personnel des comptes rendus des réunions de coordination de la Direction générale et des relevés des délibérations du Conseil de surveillance ;
- la tenue régulière des réunions de coordinations élargies à tout le Leadership de l'ANSD (Directeurs, Conseillers, Chefs de Division, Chefs de bureau, de service et de cellules) ;
- l'édition d'une Newsletter interne qui en est à son cinquième numéro ;

- l'organisation d'une rencontre d'échanges et de partage d'informations avec tout le personnel, retransmise en direct sur Internet pour permettre la participation des collègues en déplacement et dans les régions ;

- la mise en place d'une boîte à idées.

■ Résultats ou changements positifs constatés

En attendant la réalisation de la prochaine enquête de satisfaction du personnel qui donnera une idée plus nette des améliorations notées dans la communication interne ainsi que de ses changements positifs induits, la mise en place des actions prioritaires a permis d'avoir les avancées suivantes :

- **Une participation inclusive et une implication effective de tous les agents**, quel que soit leur niveau de responsabilité, dans la définition des orientations stratégiques et des projets prioritaires de l'Agence. Cette nouvelle dynamique a été particulièrement notée lors de l'élaboration du Plan stratégique de l'ANSD (2014-2019) pour lequel des séances de consultation ont été organisées à partir des Bureaux afin de recueillir les suggestions suivant une approche bottom-up ;
- **Le décroisonnement des Directions et une meilleure « circulation » de l'information**. En effet, toute l'information relative à l'Agence (grandes décisions, activités et projets en cours, agenda de la Direction générale, mouvements du personnel, ateliers et séminaires ...) est maintenant accessible à tout le personnel, notamment par le biais de la Newsletter ;
- **L'instauration d'un cadre de dialogue plus propice avec les partenaires sociaux** tels

que les représentants du Syndicat de l'ANSD (SAP/SDTS), du Collège des délégués et de l'Amicale des agents de Direction de la statistique (ADIS) ;

- **La création de cadres d'expression plus directs** (par le biais des réunions d'information ouvertes à tout le monde, par la boîte à idées) permettant à tous les agents de s'exprimer librement sur le fonctionnement de l'Agence et de faire part de leurs suggestions sur les conditions de travail.

■ Principaux facteurs de risques à éviter pour donner plus de chance de succès au processus

Quelques facteurs de risques à éviter pour la réussite du processus :

- éviter de tomber dans l'illusion de la communication qui peut pousser à penser qu'à travers elle, toutes les difficultés peuvent être résolues ;
- faire en sorte que le personnel ne puisse pas penser que cette nouvelle dynamique ou changement leur est imposée par la hiérarchie. Ce processus doit se faire avec et pour le personnel ;
- compte tenu de l'urgence de certaines questions et des mesures prioritaires à prendre, éviter d'imposer une cadence trop soutenue au point que le personnel ne puisse plus suivre le rythme ; ce qui peut réinstaurer un climat d'incompréhension et de méfiance ;
- rassurer le Leadership sur les éventuelles perturbations dans la chaîne de « commandement », notamment du fait que la communication est devenue plus horizontale que d'habitude.



Réunions, ateliers et séminaires

Accra, 13 avril 2015

Second AFRITAC West 2 (AFW2) Steering Committee meeting

Yaoundé, 23 avril 2015

Réunion du 8^e Comité d'orientation stratégique du pôle « Stratégies de développement et finances publiques »

Abidjan, 30 avril 2015

25^e réunion ordinaire du Comité d'orientation du centre régional d'assistance technique du FMI pour l'Afrique de l'Ouest

Alger, 3-4 mai 2015

Réunion des experts en vue de valider le rapport africain 2015 sur les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD)

Alger, 5-8 mai 2015

Réunion des experts en vue de finaliser les Objectifs du Développement Durable (ODD)

Addis-Abeba, 11-15 mai 2015

Expert Group Meeting of National Accounts

Ankara, 12-14 mai 2015

Fifth Session of the Organisation of Islamic Countries Statistical Commission (OIC-Statcom)

Accra, 28-29 mai 2015

Réunion sur la qualité des statistiques (UA)

Abidjan, 1-5 juin 2015

Atelier de formation à la planification stratégique intégrée

Paris, 1^{er} juillet 2015

28^{ème} réunion de la Conférence des Directeurs des Ecoles de Statistique Africaines (CODESA)

Paris, 2 juillet 2015

6^{ème} Comité de programme CESD-AFETI

Libourne, 6-10 juillet 2015

Séminaire sur le thème : « Valorisation et disponibilité des données du recensement général de la population et de l'habitat pour le suivi des Objectifs du Développement Durable »



31^e réunion du Comité de Direction

La Lettre d'AFRISTAT peut être obtenue gratuitement sur demande, et est disponible sur : <http://www.afristat.org>

Pour obtenir la version électronique, vous pouvez également vous inscrire sur la liste de distribution de

La lettre d'AFRISTAT en envoyant un courriel à afristat@afristat.org avec comme objet : Abonnement

Directeur de publication : Cosme VODOUNOU

Rédacteur en chef : Paul-Henri NGUEMA MEYE

Comité de rédaction : Freeman AMEGASHIE, Serge Jean EDI, Siriki Zanga COULIBALY, Bruno NOUATIN, Oumarou EL HADJI MALAM SOULE, Fatima BOUKENEM.

Maquette et impression :
IMPRIM COLOR Bamako
ISSN 1561-3739